

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21925 - 81ÈME ANNÉE

Symbole d'un retour en arrière pour La Réunion

Les travaux de la route en mer reprennent : retard à prévoir pour la reconstruction du train réunionnais



Le démontage de l'autopont de La Possession aurait pu être l'occasion de tourner la page d'un projet démesuré, ruineux et imposé contre l'intérêt général. Au contraire, il marque la reprise d'un chantier dont l'histoire incarne l'un des plus grands gâchis financiers de l'histoire de La Réunion : la route en mer voulue par Didier Robert, gaspillage bâti pour empêcher toute renaissance du train réunionnais et préserver, coûte que coûte, les privilèges du lobby du tout-automobile.

Pendant des années, ce projet a englouti l'argent public comme aucun autre : 1,6 milliard d'euros déjà dépensés pour seulement la moitié d'une route inachevée, fragilisée par la montée du niveau de la mer et les cyclones de plus en

plus violents. Désormais, pour en terminer l'ouvrage, ce sont 800 millions d'euros supplémentaires — au minimum — que la population devrait consentir. Une aberration financière et écologique.

Si les travaux avaient été interrompus, c'est parce que la réalité a fini par rattraper les illusions : plus de matériaux, plus d'argent, plus aucune cohérence. Pourtant, malgré cette faillite manifeste, l'ancienne majorité régionale et le gouvernement français ont persévéré dans ce choix absurde, comme si dépenser toujours plus pour une infrastructure polluante et vulnérable devenait une obligation sacrée.

Ce qui se joue ici dépasse une simple route. C'est une vision de société que l'on tente d'imposer. Une société prisonnière de la voiture individuelle, dépendante d'un carburant importé, ruinée par les fluctuations du marché mondial, et privée d'alternative collective digne du XXI^e siècle. Tout cela alors que La Réunion possède un potentiel immense en énergies renouvelables, capables d'alimenter un train moderne, propre et accessible, indispensable pour sortir notre île du tout-routier.

Curieux message de La Réunion à la COP 30

Le retour en force du chantier à La Possession, au moment même où la COP30 rappelle l'urgence climatique mondiale, est un symbole violent. Partout sur la planète, on travaille à inventer une nouvelle civilisation écologique, résiliente, libérée des énergies fossiles. Partout, sauf ici, où l'on s'entête à couler du béton sous la mer pour protéger le modèle climaticide du passé.

Ce choix politique envoie au monde un message désastreux : celui d'un pays qui refuse de se préparer aux défis climatiques, qui gaspille des milliards pour une infrastructure menacée avant même d'être achevée, et qui rend difficile les investissements nécessaires à une véritable transition écologique.

Les Réunionnais méritent un train

La Réunion mérite mieux qu'un futur bâti sur la dépendance et l'erreur. Elle mérite un transport public structurant, équitable, financé par l'argent public au profit du plus grand nombre, et non d'intérêts privés. Elle mérite un train, pas une route en mer qui symbolise l'échec d'une vision dépassée.

Face à l'urgence, l'heure n'est plus aux demi-mesures. Il s'agit enfin d'engager la construction d'un système de transport durable, cohérent et protecteur pour les générations futures.

M.M.

Guerre de l'Ukraine contre la Russie

La Réunion face au risque d'un engrenage militaire qui ne correspond pas à la volonté de sa population

La présence d'une base militaire française à La Réunion place l'île dans une position stratégique, mais aussi dans une zone potentielle d'exposition en cas d'escalade internationale. Alors que Paris renforce son engagement militaire aux côtés de l'Ukraine, une inquiétude grandit : celle de voir La Réunion entraînée, malgré elle, dans un conflit que les Réunionnais n'ont pas choisi.

La visite hier de Volodymyr Zelensky, num éro un ukrainien, en France a marqué un tournant. Pour son homologue français Emmanuel Macron, « nous franchissons une nouvelle étape » dans la coopération franco-ukrainienne. Et cette étape est clairement militaire. Lors d'une cérémonie à Villacoublay, les deux présidents ont signé une déclaration d'intention portant sur l'acquisition, par l'Ukraine, d'équipements de guerre français. Une centaine d'avions Rafale, des armes sol-air de nouvelle génération SAMP/T, des drones et des munitions AASM Hammer doivent être progressivement livrés d'ici dix ans. Ce programme massif, susceptible d'être financé par des fonds européens ou par la valorisation d'avoirs russes, illustre la volonté du chef de l'État et du complexe militaro-industriel français qui veut enrichir ses actionnaires de permettre à Kiev de prolonger le conflit et de soutenir les attaques dans le territoire de la Fédération de Russie.

Le danger de la base militaire française dans notre pays

Dans ce contexte, la question se pose : quelles conséquences pour La Réunion ? L'île, qui abrite des installations militaires françaises, pourrait devenir une cible symbolique ou straté-

gique dans un conflit élargi. Nombre de Réunionnais, attachés à la paix et éloignés des enjeux géopolitiques européens, redoutent d'être malgré eux impliqués dans une guerre qui n'est pas la leur.

Cette inquiétude n'est pas nouvelle, mais elle s'intensifie à mesure que la France s'engage plus profondément dans la logique d'affrontement. Le renforcement de l'arsenal livré à Kiev s'inscrit dans une dynamique internationale qui dépasse largement les intérêts du territoire réunionnais. Pourtant, ce sont les habitants de l'île qui pourraient en subir les effets, qu'il s'agisse d'un risque militaire direct ou d'une montée des tensions mondiales.

Pour beaucoup, il est urgent que la population réunionnaise soit pleinement informée, consultée et protégée. Car si Paris fait le choix de la surenchère militaire, La Réunion ne doit pas en être la victime collatérale.

M.M.

Mise en œuvre de la Feuille de route Bakou–Belém

COP 30 : mobiliser 1 300 milliards de dollars au profit des pays en développement, La Réunion concernée ?

La mobilisation mondiale en faveur d'un financement climatique ambitieux a franchi une nouvelle étape lors de la première réunion consacrée à la mise en œuvre de la Feuille de route Bakou–Belém. Réunis le samedi 15 novembre dans la Blue Zone de la COP30, des représentants de pays développés et en développement, de banques de développement, d'investisseurs, d'institutions financières et d'organisations de la société civile ont discuté des moyens d'atteindre l'objectif majeur fixé pour 2035 : mobiliser 1 300 milliards de dollars au profit des pays en développement. La Réunion pourra-t-elle en bénéficier ?

Cette Feuille de route, élaborée conjointement par les présidences de la COP29 et de la COP30, trace un parcours précis pour réorienter des flux financiers mondiaux massifs vers l'action climatique, en s'appuyant sur une coopération renforcée entre États et acteurs financiers. Pour l'Ambassadeur André Corrêa do Lago, Président de la COP30, l'élan politique est palpable : « Nous continuerons à travailler pour faire des 1 300 milliards de dollars une réalité. » Il s'est également félicité des plus de 200 contributions reçues de gouvernements, d'institutions financières, d'experts académiques et d'organisations citoyennes. Parmi celles-ci figure notamment le rapport du Cercle des ministres des Finances de la COP30, piloté par le ministre brésilien Fernando Haddad.

La directrice générale de la COP30, Ana Toni, a rappelé que les ressources financières existent déjà au niveau mondial. Pour elle, le véritable défi consiste à transformer en profondeur leur orientation : « Il ne s'agit pas forcément de créer de nouveaux instruments, mais de créer une finance meilleure : prévisible, accessible, disponible et équitable. » Elle a souligné que les initiatives récentes — Bridgetown, 4P, Finance in Common, le Sommet africain du climat, le G20 TF-CLIMA ou encore le Cercle des ministres des Finances — témoignent d'une dynamique politique croissante en faveur d'une réforme des structures financières

internationales.

De son côté, Simon Stiell, Secrétaire exécutif de la CCNUCC, a rappelé l'urgence d'avancer sans délai. L'ambition financière de 1 300 milliards de dollars est selon lui « élevée mais atteignable ». Il a évoqué les ravages récents de l'ouragan Melissa en Amérique centrale, rappelant que le coût de l'inaction dépasse largement celui de la prévention : « Nous devons passer des idées aux résultats. »

Luiz de Andrade Filho, responsable des questions financières pour la Présidence de la COP30, a insisté sur la volonté manifeste des Parties de collaborer pour mettre en œuvre la Feuille de route. Elmaddin Mehdiyev, représentant la Présidence de la COP29, a annoncé que les prochaines étapes consisteront à préciser les modalités opérationnelles des mesures proposées.

Des représentants de la France, du Japon, du Kenya, de la Norvège, de la Chine, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Union européenne ont également pris la parole, réaffirmant l'importance de bâtir un système financier international capable de soutenir, à la hauteur des enjeux, la transition climatique mondiale.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Si nou téi anparl in pé l'aliénassion konm in maladi nout pèrsonalite

Mézami néna in-dé zour mwin la anparl azot l'aliénassion. Sé kamarad Elie Hoarau la anparl sa dann la sérémoni la spass dann simtyèr péizazé Lo Port é pou li l'aliénassion sa sé in kondission i fo ni konbate pars sé in sorte maladie i mine nout kapassité pou rézisté. Avèk l'aliénassion ni pèrde bonpé lo sanss sak ni lé pou vréman é ni transform épi ni pèrde la métriz dsi nout prop natire, nout prop pèrsonalite, ni dovien in n'ote. Ni pèrde lo sanss nout prop listoir.

Mwin la anparl azot la sérémoni onz novanm konm date pou la fin langazism indien. Sirésèrtin in bonpé rényoné koméla é an partikilyé sak néna zansète tamoul i koné zot zansète l'ariv par bato dann nout péi épi ni konsidèr a zistérézon nou néna ladan in kantité zansète.. Sé sak mi di mé lo zour mèm mwin la antann plizyèr pèrsonne dann mon prop famiye épi mon famiye alyanssé apré dir sa la pa nout famiye. In sorte roniman, in l'abandon nout zansète, in l'abandon zot listoir : ni pé apèl sa in l'aliénassion pars ni pèrde lo fil nout listoir dann lo pèpléman nout péi La Rényon.

Zot i pé dir amwin in n'afèr konmsa lé pa grav poitan si pars ni pèrde inn parti nout lidantité, inn parti nout pèrsonalite... nout kamarad Elie Hoareau dann in diskour li la fé dovan simtyèr péizazé lo Port la dénonss l'aliénassion pars sa i fé ké nou lé pi nou é ni pèrde la métriz dsi sak ni lé pou lo bénéfiss sak nou lé pa : ni pé anparl l'aliénassion bann travayèr kan lantropriz kapitaliss i dovien in nouvo patri pou zot. Ni pé parl l'aliénassion kolonyal konm kan in pé téi di la koloni kolonizatriss-kan ni pran la plass lo kolonyalism dann son guèr épi son lésplottassion kolonyal. Ni pé parl l'aliénassion nout prop lidantité kan ni mète aèl de koté pou pran sète lé zot.

Koman roganiz la lite kont l'aliénassion ? Sa la pa in n'afèr fassil pars lo dominan néna la métriz dsi lo bann média, la métriz dsi bann program la métriz dsi bann l'institission sak i pèrmète ali travèsti nout listoir é li fé ké ni koné pi vréman kissa ni lé, konm sak i di bann zangazé indien la pa zot famiye. Sa lé danzéré pars zot i koné pi kissa zot i lé, épi zot lé paré pou konbate zot zansète véritab pou mète an plass, dann zot tête, épi zot pèrsonalite demoune bien pliss akomodan pou lo pouvoir kolonyal sansa néo-kolonyal. Difissil mé konm i di pti pa, pti pa n'arivé.

A bon antandèr salu !

Justin